

LE
MANIFESTE
BRUXELLOIS



HET
BRUSSELS
MANIFEST

Asbl Manifesto vzw

Questionnaire destiné aux partis politiques belges en vue des élections régionales de juin 2009

Une synthèse des réponses¹

Introduction

Cette note présente une synthèse des réponses fournies par onze partis politiques bruxellois (cdH, CD&V, ECOLO, Groen !, MR, N-VA, Open VLD, Pro Bruxsel, PS, PTB+/PVDA+, sp.a) à un ensemble de questions-clés en vue des élections régionales.

Les domaines couverts sont essentiellement institutionnels et ont été regroupés en 6 grandes thématiques:

- « Bruxelles, Région à part entière? » porte sur le statut et la place de Bruxelles dans le cadre institutionnel belge;
- « La frontière régionale de Bruxelles » examine les questions d'organisation spatiale de la Région dans son contexte belge ainsi que les aspects de coopération avec les Régions voisines;

¹ Synthèse des résultats réalisée par Caroline Van Wynsberghe (UCL) et Philippe Cattoir (FUSL).

- « Le financement de la Région de Bruxelles-Capitale » examine l'ampleur du financement, les possibilités de refinancement et la qualité des mécanismes actuels;
- « Gestion et gouvernance: compétences communales » examine en particulier le partage des compétences entre Région et communes, en ce compris les zones de police;
- « Gestion et gouvernance: compétences communautaires » se penche sur le partage des compétences entre Région et instances communautaires à Bruxelles. Une attention particulière y est donnée à l'enseignement et aux lois linguistiques.
- « Gestion et gouvernance: bonnes pratiques » examine des thématiques horizontales telles que l'évaluation des politiques ou la transparence en Région bruxelloise.

Ces questions ont été préparées par l'asbl Manifesto vzw², et les réponses ont été soumises par les partis dans le courant du mois d'avril 2009. En général, les réponses fournies sont exhaustives et nuancées, certains partis ayant fait un réel effort pour répondre dans le détail à chacune des questions posées. D'autres ont fournis des réponses plus fragmentaires. Les réponses complètes des partis, ainsi qu'un tableau d'ensemble, sont consultables sur le site internet de l'asbl Manifesto (www.manifestobru.be).

Cette opération fait suite à une enquête réalisée en 2007 dans la perspective des élections fédérales. Une série de questions de 2009 sont d'ailleurs similaires à celles posées en 2007 (notamment concernant le niveau d'autonomie dont Bruxelles doit disposer ou à propos du tracé de la frontière régionale), ceci nous permettant de mettre en évidence d'éventuels changements dans les positions. Chaque question était introduite sur base d'un constat relatif à la situation politique, linguistique, culturelle, fiscale, socio-économique,... de Bruxelles. Ces constats sont largement inspirés des deux Manifestes proposés par l'asbl Manifesto vzw (www.manifestobru.be), mais ils se basent également sur les résultats des travaux effectués dans le cadre des Etats généraux de Bruxelles (<http://www.etatsgenerauxdebruxelles.be>).

Le questionnaire a été envoyé par courrier électronique aux onze partis dont les résultats sont présentés, mais aussi à la LDD qui n'a pas fourni de réponse. Alors que les listes bilingues ne sont pas autorisées dans le cadre de l'élection du Parlement bruxellois, deux formations ont choisi de présenter une réponse commune à leurs deux ailes linguistiques. Il s'agit de Pro Bruxsel (qui a répondu dans les deux langues) et du PTB+/PVDA+ (qui a répondu uniquement en français). Ces deux

² Ont contribué à la préparation du questionnaire: Thomas Blondel, Philippe Cattoir (FUSL), Johanne Poirier (ULB) et Caroline Van Wynsberghe (UCL – coordinatrice du projet).

partis sont pris en compte pour la première fois dans l'enquête Manifesto. Les neuf autres ont tous été interrogés en 2007 également, ce qui permettra une certaine comparaison dans le temps.

Dans cette nouvelle analyse, Manifesto a souhaité mettre l'accent en particulier sur les aspects liés à la gouvernance et aux pistes permettant d'améliorer la gestion interne en Région bruxelloise. C'est points sont en effet apparus comme un élément majeur du débat, notamment dans le cadre des conclusions des Etats généraux de Bruxelles. Un autre aspect qui a été particulièrement examiné dans cette enquête est la question des modes de coopération entre Bruxelles et les autres Régions.

L'asbl Manifesto vzw, une organisation politique non partisane dont l'un des objectifs est de promouvoir les débats sur l'avenir de Bruxelles, espère, au travers de cette enquête, contribuer au débat démocratique et à un choix éclairé des électeurs en vue des élections régionales 2009.

1. Bruxelles, Région à part entière

Autonomie

Deux questions relatives à l'autonomie Bruxelles étaient posées. D'une part, les partis devaient se prononcer sur le niveau d'autonomie souhaitable pour Bruxelles (y compris concernant l'exercice de compétences) en comparaison avec les deux autres Régions du pays. D'autre part, nous avons interrogé les partis plus spécifiquement sur l'absence d'autonomie constitutive de Bruxelles (contrairement aux autres entités fédérées, à l'exclusion de la Communauté germanophone).

Les partis francophones et bilingues, ainsi que Groen !, affirment tous leur souhait de donner à Bruxelles la même **autonomie** que pour les autres entités fédérées. Le PS, s'il ne répond pas *stricto sensu* à la question, précise dans ses commentaires qu'il souhaite que Bruxelles puisse également conserver les compétences (de type urbaines) dont ne disposent ni la Flandre ni la Wallonie. On ne note, à cet égard, aucune évolution spécifique des partis francophones par rapport aux réponses fournies en 2007.

Tableau 1 - Autonomie de Bruxelles

Parti	Région à part entière	Autonomie constitutive
cdH	Oui	Oui
CD&V	Statu quo	Non
ECOLO	Oui	Oui
Groen !	Oui	Oui
MR	Oui	Oui
N-VA	Statut doit être revu	Non
Open VLD	/	/
Pro Brussel	Oui	Oui
PS	/	Oui
PTB+/PVDA+	Oui	Non
sp.a	Statu quo	Non

Les partis néerlandophones adoptent des positions plus variées. CD&V et sp.a sont en faveur du statu quo : ni limitation ni extension de l'autonomie ne sont envisagées. L'Open VLD indique, quant à lui, qu'à un détail près (le vote d'ordonnances et non de décrets), la Région de Bruxelles-Capitale dispose déjà de la même autonomie que les autres Régions. Par contre, les libéraux néerlandophones précisent d'emblée être en faveur d'un transfert de compétences communautaires vers la Commission communautaire commune (voir infra). Seule la N-VA demande à revoir l'autonomie bruxelloise et propose de construire la communauté urbaine (« *Stadsgewest* ») bruxelloise depuis les Communautés.

Concernant l'attribution de **l'autonomie constitutive** à Bruxelles, quatre partis sur les onze s'y opposent. Il s'agit du CD&V, de la N-VA, du du sp.a et du PTB+/PVDA+. La N-VA précise qu'il s'agit d'un moyen de protéger la minorité néerlandophone. Les socialistes flamands vont dans le même sens, ajoutant que Bruxelles est une Région capitale bilingue. Le parti bilingue PTB+/PVDA+ nuance lui sa position et précise ne pas être en fait opposé à l'autonomie constitutive pour les matières strictement régionales. Enfin, l'Open VLD déclare qu'il s'agit plutôt d'une question théorique qui n'est pas prioritaire.

Listes ou partis bilingues

L'apparition récente d'un parti régional bilingue (Pro Brussel) et le développement du PTB+/PVDA+ , l'affirmation du rapprochement entre Ecolo et Groen! À Bruxelles, ont récemment amplifié le débat sur l'existence éventuelle de listes bilingues à Bruxelles. Un tel débat va de pair avec la question d'une représentation garantie de la minorité néerlandophone à Bruxelles.

Tableau 2 - Listes et plateformes bilingues

Parti	Listes bilingues	Plateforme bilingue
cdH	Oui	Non
CD&V	Non	Non
ECOLO	Oui	Oui
Groen !	Oui	Non
MR	Non	Non
N-VA	Non	Non
Open VLD	Non	/
Pro Brussel	Oui	Oui
PS	Oui	Oui
PTB+/PVDA+	Oui	/
sp.a	Oui	Non

L'ensemble des partis francophones, à l'exception notable du MR, ainsi que des partis bilingues, sont favorables à la possibilité de présenter des **listes bilingues** (c'est-à-dire des listes constituées de candidats relevant des deux rôles linguistiques). Lorsqu'on leur demande de préciser alors le système de garantie de représentation de la minorité qu'ils prônent, les avis sont plus variés. En revanche, les partis néerlandophone apparaissent fortement divisés sur ce sujet (CD&V, N-VA et Open VLD contre et Groen!, sp.a en faveur).

Le CDH reconnaît que, s'il faut une **protection de la minorité néerlandophone**, le dispositif actuellement en place est le plus efficace. Le PS considère que, suite à l'émergence d'une identité bruxelloise, prévoir des garanties pour la minorité n'a plus de sens. ECOLO propose de conserver les 17 sièges actuellement dévolus aux néerlandophones et de les attribuer proportionnellement aux résultats des listes électorales sur lesquelles ils se présentent. Groen ! et le sp.a sont en faveur d'un assouplissement du critère qui fixe le rôle linguistique du candidat. Les écologistes néerlandophones envisagent alternativement un système de quota que proposent également Pro Brussel et le PTB+/PVDA+. L'Open VLD plaide plutôt pour l'introduction d'un système inspiré de la proposition du Groupe Pavia qui consiste à donner une deuxième voix à tous les électeurs, deuxième voix qui devrait être accordée à une liste de l'autre rôle linguistique.

Deux partis sont déjà organisés en plateforme bilingue : Pro Brussel et le PTB+/PVDA+. D'autres partis déclarent des collaborations avec leur homologue sans être pour autant en faveur de la création de telles structures bruxelloises, comme le cdH ou l'Open VLD. Le sp.a appelle de ses vœux la création d'un parti urbain qui transcenderait les langues et les familles politiques. Enfin, les socialistes et écologistes francophones se prononcent pour la création de plateformes communes.

Globalement, le sujet des listes bilingues et son lien avec la protection de la minorité néerlandophone est un des sujets qui ont évolué depuis 2007.

Agglomération et gouverneur

Bruxelles, ville-Région, est encore marquée par les évolutions institutionnelles des années 1980 et 1990. Ainsi, l'agglomération bruxelloise a été absorbée dans les structures régionales mais il en reste certains reliquats sous la forme, par exemple, d'un centime additionnel à l'IPP. Quant aux postes de Gouverneur et vice-Gouverneur, il s'agit d'un reliquat de l'ancienne organisation en Provinces dont Bruxelles est exclue depuis 1995.

Tableau 3 - Suppression de l'agglomération et des postes de (vice-)Gouverneur

Parti	Agglomération	(vice-)Gouverneur
cdH	Non	Oui
CD&V	Oui	Non
ECOLO	Oui	Oui
Groen !	Oui	Oui
MR	Non	Oui
N-VA	Oui	Oui
Open VLD	Oui	Oui
Pro Bruxsel	Oui	Oui
PS	Oui	Non
PTB+/PVDA+	Non	Non
sp.a	Oui	Oui

A la question de savoir s'il faut supprimer l'agglomération bruxelloise ainsi que les postes de Gouverneur et vice-Gouverneur, six partis répondent doublement par l'affirmative. Il s'agit de l'ensemble des partis néerlandophones (à l'exception du CD&V qui souhaite maintenir les postes de Gouverneur et vice-Gouverneur), ainsi que d'ECOLO et de Pro Bruxsel. Un seul parti s'oppose aux deux propositions : le PTB+/PVDA+. Tandis que cdH et MR adoptent la même position, à savoir le maintien de l'agglomération - qui selon les démocrates humanistes pourrait servir de base à l'établissement d'une communauté urbaine – combinée à la suppression des deux postes reliquats de la Province. Les socialistes francophones optent pour la combinaison inverse, souhaitant ainsi éviter de placer le Ministre-président bruxellois sous la tutelle du ministre fédéral de l'intérieur pour l'exercice des compétences ex-provinciales (protection civile...) .

2. La frontière régionale de Bruxelles

Frontières régionale et linguistique

La Constitution distingue les Régions et les régions linguistiques. Les frontières liées aux politiques régionales et aux régimes linguistiques ne doivent, en théorie, pas nécessairement correspondre parfaitement. Comme en 2007, nous avons interrogé les partis sur l'adaptation éventuelle de la frontière régionale afin de la faire mieux correspondre avec la réalité économique.

Tableau 4 - La frontière régionale comme frein. Faut-il l'adapter?

Parti	Frontière = frein	Adapter frontière
cdH	Oui	Oui
CD&V	Non	Non
ECOLO	Oui	Non
Groen !	Non	Non
MR	Oui	/
N-VA	Non	Non
Open VLD	Non	Non
Pro Bruxsel	Oui	Oui et Non
PS	/	Oui
PTB+/PVDA+	Oui	Oui
sp.a	Oui	Oui

A l'exception du sp.a, tous les partis néerlandophones réfutent le constat selon lequel la **frontière régionale** empêche la bonne gestion d'une série de compétences. En revanche, les partis francophones (à l'exception du PS) et bilingues confirment, quant à eux, ce constat. Du point de vue des partis néerlandophones, les lacunes éventuelles en terme de gestion trouveraient plutôt leurs causes dans la mauvaise collaboration entre Régions (CD&V, Groen ! et Open VLD) ou bien relèveraient de l'organisation interne de la Région (N-VA). Les réponses à cette question ne présentent quasiment aucune évolution par rapport à 2007. On peut simplement relever que les socialistes néerlandophones ne se prononçaient pas il y a deux ans. A l'inverse, le PS validait le constat présenté par Manifesto, tandis que cette année, il considère qu'il ne faut pas découpler les deux questions.

Faire ce constat n'est visiblement pas synonyme d'adaptation des frontières. Seuls les socialistes (francophones et néerlandophones), le PTB+/PVDA+ ainsi que le CDH réclament de revoir les délimitations de la Région. Le MR ne se prononce pas, tandis que Pro Bruxsel, s'il ne considère pas l'élargissement comme un objectif en soi, reconnaît que cela permettrait d'accorder la Région un

espace de développement compatible avec sa réalité socio-économique, à condition que Bruxelles soit considérée sur le même pied d'égalité que les autres Régions. ECOLO refuse de toucher aux frontières car il considère que toute révision devrait tendre vers une simplification. Quant aux communes qui pourraient être concernées par cette révision, cdH et PS proposent l'élargissement aux six communes à facilités de la périphérie ainsi qu'à d'autres qui en feraient la demande (cdH) ou selon des critères objectifs (PS). Le sp.a mentionne Lasne et Waterloo comme incontournables dans le cas d'une extension de Bruxelles. cdH, MR, Pro Bruxsel et PTB+/PVDA+ réclament un referendum organisé auprès des populations concernées pour valider le transfert vers la Région bruxelloise, alors que le sp.a n'est pas attaché à la consultation populaire, mais peut l'envisager (« pas nécessaire »).

Coopérations entre Bruxelles et son hinterland

Comme alternative ou complément à un éventuel élargissement de la Région, nous avons interrogé les partis sur le développement de coopérations plus ponctuelles entre Bruxelles et son hinterland économique. Celles-ci peuvent prendre la forme d'accords de coopération ou d'un ensemble de type « communauté urbaine ». Les partis sont amenés à se prononcer sur ces alternatives. Ensuite, ils sont invités à indiquer dans quels domaines ils envisagent ces collaborations. Enfin, nous leur avons demandé s'ils sont prêts à lister au sein de l'accord de gouvernement régional les matières dans lesquelles ces collaborations seraient nécessaires

Tableau 5 - Formes de coopération Bruxelles-hinterland

Parti	Accord de coopération	Communauté urbaine	Mention dans accord de gouvernement
cdH	Oui	Oui	Oui
CD&V	Oui	Non	Oui
ECOLO	Oui	Oui	Oui
Groen !	Oui	Oui	Oui
MR	/	/	Oui
N-VA	Oui	Non	Oui
Open VLD	Oui	Oui	Oui
Pro Bruxsel	Oui	Oui	Oui
PS	Oui	/	Oui
PTB+/PVDA+	Oui	Oui	Oui
sp.a	Oui	Oui	Oui

Sur ces trois questions liées aux **mécanismes de coopération**, les partis se présentent selon un front quasi uni. Seule la communauté urbaine suscite une (faible) opposition venant des anciens partenaires de cartel, à savoir le CD&V et la N-VA. L'accord de coopération recueille tous les suffrages. On notera également une unanimité parmi les répondants pour inscrire, dans l'accord de gouvernement, les domaines dans lesquels la Région estimerait utile une coopération entre Régions. Plus concrètement, le questionnaire proposait une série de **compétences pour lesquelles des coopérations interrégionales seraient potentiellement utiles**. A cet égard (voir tableau 6), les avis sont extrêmement variables. ECOLO, Open VLD et PTB+/PVDA+ envisagent les deux pistes pour l'ensemble des compétences. Les libéraux néerlandophones précisent leur point de vue en détaillant un processus en deux étapes. L'accord de coopération serait le moyen, tandis que la communauté urbaine est le but final. La N-VA se contente de coordination prenant la forme d'accords de coopération, tandis que les socialistes néerlandophones optent pour la communauté urbaine. Pro Bruxsel présente une position plus nuancée et pose des conditions pour l'urbanisme et le logement, car Bruxelles et sa périphérie connaissent des problèmes différents. Alors qu'on pourrait s'étonner de l'absence de réponse du cdH et de Groen !, ce dernier indique qu'il lui est difficile de se prononcer sur le domaine avant même de devoir identifier la forme que prendrait la coopération.

La volonté marquée de réaliser une plus grande coopération entre le centre de Bruxelles et son hinterland est un élément marquant de cette enquête. Mais un point qui reste à approfondir par les partis est manifestement les domaines dans lesquels une telle coopération serait utile. Inscrire une liste de domaines potentiels dans lesquels une coopération pourrait être examinée avec la Flandre et/ou avec la Wallonie pourrait potentiellement faciliter le dialogue sur ces questions.

Tableau 6 - Domaines à coordonner via un accord de coopération (AC) ou une communauté urbaine (CU)

Parti	Transports commun	Mobilité	Urbanisme	Logement	Emploi	Bassins hydrogr.	Autre
cdH							Incendie, grandes infrastructures, environnement
CD&V	AC	AC			AC		
ECOLO	Les 2	Les 2	Les 2	Les 2	Les 2	Les 2	
Groen !							
MR							Énergie, eau
N-VA	AC	AC	AC	AC	AC	AC	Metro, voies d'accès à Bxl
Open VLD	Les 2	Les 2	Les 2	Les 2	Les 2	Les 2	Fiscalité personnes et entreprises
Pro Brussel	CU	CU	AC (sous cond.)	AC (sous cond.)	AC	AC	
PS		AC			AC		
PTB+/PVDA+	Les 2	Les 2	Les 2	Les 2	Les 2	Les 2	Enseignement, environnement (2)
sp.a	CU	CU	CU	CU	CU		

NB : AC = accord de coopération ; CU = communauté urbaine

3. Le financement de la Région de Bruxelles-Capitale

Besoin de financement

Avant de s'intéresser aux moyens de **refinancer la Région bruxelloise**, nous avons invité les partis à prononcer sur la nécessité éventuelle d'un financement afin qu'il corresponde plus adéquatement aux besoins de la Région. Tous les partis (que ce soit la fédération régionale bruxelloise ou l'ensemble du parti) reconnaissent cette nécessité, à la seule exception de la N-VA qui renvoie à l'étude du Pr. Algoed de la KULeuven. Le CD&V et l'Open VLD posent cependant des conditions à un éventuellement refinancement de Bruxelles. Les chrétiens démocrates conditionnent ce refinancement à la mise en œuvre d'une réforme interne bruxelloise, tandis que les libéraux n'accepteront qu'un refinancement qui soit évalué en fonction des besoins de la capitale et de la contribution de la Région à la richesse du pays.

Les instruments du refinancement préférés par les partis sont variés. L'attribution de la part attribuée de l'IPP (ou une part) suivant la source plutôt que selon le domicile ne recueille les suffrages que de Groen ! et de Pro Bruxsel. La formule allemande (surpondération de la population dans le calcul de la part attribuée de l'IPP) séduit le cdH, les écologistes francophones et néerlandophones, le PTB+/PVDA+ et le sp.a, tandis que les socialistes francophones l'envisagent sous conditions (« peut-être »). L'idée de la mise en place d'une dotation fédérale à la STIB plaît aux démocrates humanistes/chrétiens, à ECOLO, au PTB+/PVDA+ et au sp.a. Seuls trois partis marquent leur accord pour faire participer financièrement les entités qui ont Bruxelles comme capitale (notons que le type d'entité n'était pas mentionné) : cdH, Pro Bruxsel et PTB+/PVDA+. Le premier allant jusqu'à plaider pour la mise en place d'un programme « Euriris » qui impliquerait l'UE, à l'instar de l'Etat fédéral au sein de Beliris. La dotation mainmorte devrait être revue d'après le cdH, ECOLO, Pro Bruxsel et le sp.a. Son homologue francophone l'envisage « peut-être ». Les mêmes (moins Pro Bruxsel) peuvent imaginer un accroissement des montants prévus dans le cadre de Beliris, tandis que le transfert de l'accord de coopération au budget régional convient aux démocrates humanistes/chrétiens, à ECOLO et à Pro Bruxsel.

Tableau 7 - Pistes pour le refinancement de Bruxelles

Parti	IPP/source	Surpond.	Dot. STIB	Particip. capitale	Main morte	Accroître Beliris	Transférer Beliris	Autre
cdH		X	X	X	X	X	X	Euriris
CD&V			X				X	
ECOLO		X	X		X		X	
Groen !	X	X						
MR								
N-VA								
Open VLD								Impôt des sociétés
Pro Bruxsel	X			X	X		X	Péage urbain, Compensation structure imposée, compensation exonération fonctionnaires internationaux
PS	<i>p-ê</i>	<i>p-ê</i>			<i>p-ê</i>	<i>p-ê</i>		
PTB+/PVDA+		X	X	X		X		
sp.a		X	X		X	X		Beliris avec Wallonie, Flandre et UE

Le MR, quant à lui, a indiqué que toutes les pistes méritaient d'être explorées. Groen ! relève que seules les deux premières constituent des solutions structurelles. Dès lors, ce n'est qu'au cas où ces pistes se révéleraient sans avenir que les autres pistes pourraient être envisagées. Enfin, ECOLO souhaite privilégier une piste « fédérale », à condition que celle-ci respecte l'autonomie bruxelloise. Par ailleurs, certains partis mentionnent également des idées alternatives, comme l'élargissement de Beliris à l'UE, voire aux autres Régions (cdH, sp.a). Les libéraux néerlandophones ajoutent l'impôt des sociétés, tandis que Pro Bruxsel a identifié trois autres solutions : l'instauration d'un péage urbain, une dotation fédérale qui compenserait la structure lourde pour une ville-Région que Bruxelles doit assumer, mais aussi une compensation fédérale à l'exonération des revenus des fonctionnaires internationaux.

En conclusion, si l'on peut affirmer qu'il existe un accord de plus en plus large sur la nécessité d'un financement de la Région plus en rapport avec ses besoins, il apparaît clairement de notre enquête qu'il n'existe pas encore de consensus quant aux moyens à mettre en œuvre. En outre, certains partis posent des conditions en vue du refinancement de Bruxelles qui sont de nature à créer des difficultés en la matière.

Promotion du rôle de capitale nationale de Bruxelles

Beliris, l'accord de coopération entre le pouvoir fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale, fait l'objet de nombreuses critiques. Nous avons donc interrogé les partis sur leur appréciation de ce mécanisme et des possibilités de le réformer. Parmi les pistes envisageables, il en est une qui consisterait à créer une sorte de commission de la capitale nationale sur base du modèle utilisé pour Ottawa. Cette commission encouragerait et financerait des projets ayant pour vocation le développement d'une capitale pour tous les Belges.

La N-VA et Groen ! refusent que la Région de Bruxelles-Capitale puisse devenir maître d'œuvre de **l'accord de coopération Beliris** en lieu et place de l'Etat fédéral. Seuls les écologistes justifient leur opposition, liant ce choix avec la question précédente. En effet, Beliris n'offre pas une solution structurelle ni démocratique. Notons le consensus quasi-total de s autres partis sur la nécessité de réviser Beliris en donnant à la Région la maîtrise des travaux.

Tableau 8 - Image de capitale (Beliris et Commission capitale nationale)

Parti	RBC maître œuvre Beliris	Commission capitale nationale
cdH	Oui	Non
CD&V	Oui	Non
ECOLO	Oui	Oui
Groen !	Non	Oui
MR		Non
N-VA	Non	Oui
Open VLD		Non
Pro Bruxsel	Oui	Oui
PS	Oui	Non
PTB+/PVDA+	Oui	Oui
sp.a	Oui	Non

Assez curieusement, chaque famille politique formule une opinion conjointe concernant la création d'une sorte de « **Commission de la capitale nationale** » sur le modèle d'Ottawa. Y sont opposés les démocrates humanistes/chrétiens, les libéraux et les socialistes. Y sont favorables les écologistes, ainsi que Pro Bruxsel et le PTB+/PVDA+. Seul Groen ! détaille son choix en ajoutant être en faveur de cette solution, si elle n'est pas synonyme de tutelle fédérale et si les décisions sont prises en toute transparence.

Recettes fiscales régionales – impôts immobiliers

La Région de Bruxelles-Capitale dispose d'un large degré d'autonomie fiscale: près de la moitié de ses recettes sont des recettes fiscales propres. Une question est donc de savoir comment les partis envisagent l'évolution de la fiscalité à Bruxelles dans le futur. De ce point de vue, nous avons surtout souhaité analyser les points de vue sur la fiscalité immobilière, un domaine dans lequel les travaux liés aux Etats généraux de Bruxelles ont montré les limites du système actuel.

Au point de vue des recettes de la Région bruxelloise, tous les partis qui ont exprimé une opinion ont indiqué qu'il existe effectivement une divergence entre le **revenu cadastral** et la valeur réelle des biens immobiliers (voir tableau 9). ECOLO, Groen!, le MR, la N-VA et Pro Bruxsel indiquent qu'il serait souhaitable d'envisager une révision du revenu cadastral, tandis que trois partis reconnaissant une divergence entre le **revenu cadastral** et la valeur réelle des biens immobiliers (voir tableau 9) tout en s'y opposant : cdH, PTB+/PVDA+ et sp.a. Les socialistes francophones eux considèrent que la question doit être abordée de manière différente et que, en créant une administration fiscale bruxelloise, on parviendrait à l'établissement d'impôts socialement justes et économiquement performants. Quant aux libéraux néerlandophones, ils sont favorables à une ristourne urbaine. Groen ! émet des réserves

relatives à la révision du revenu cadastral, tout en émettant un avis plutôt favorable. Enfin, le PTB+/PVDA+ estime qu'il faut exclure de la révision les propriétaires qui logent dans leur bien.

Tableau 9 - Revenu cadastral (divergence valeur réelle & révision)

Parti	Divergence revenu cadastral valeur réelle	Révision revenu cadastral
cdH	Oui	Non
CD&V		
ECOLO	Oui	Oui
Groen !	Oui	Oui
MR	Oui	Oui
N-VA	Oui	Oui
Open VLD		
Pro Bruxsel	Oui	Oui
PS		
PTB+/PVDA+	Oui	Non
sp.a	Oui	Non

Autre sujet faisant la quasi unanimité : la **sensibilité spécifique du budget bruxellois aux évolutions conjoncturelles** (voir tableau 10). Le PS maintient son souhait de voir réformer le système fiscal à Bruxelles, particulièrement le précompte immobilier, et ne répond pas à la question. Tous les autres partis acquiescent sur ce point, mais seuls le cdH et Groen ! approuvent l'idée d'augmenter la part des recettes récurrentes dans le budget.

Tableau 10 - Sensibilité du budget régional & augmentation recettes récurrentes

Parti	Budget sensible évolutions conjoncturelles	Augmenter recettes récurrentes
cdH	Oui	Oui
CD&V	Oui	
ECOLO	Oui	
Groen !	Oui	Oui
MR	Oui	
N-VA	Oui	Non
Open VLD	Oui	Non
Pro Bruxsel	Oui	Non
PS		
PTB+/PVDA+		
sp.a	Oui	Non

Plusieurs partis commentent leur position relative à la sensibilité du budget régional. Le cdH considère qu'il faut surtout renforcer l'IPP dans la part des recettes récurrentes, tandis qu'ECOLO est

favorable à une (meilleure) contribution des usagers qui ne contribuent pas pour les services qu'ils utilisent. Groen ! propose de glisser d'une imposition du travail à une imposition des revenus. Le MR suggère de diminuer la sensibilité des recettes de la Région à l'évolution du marché des bureaux. L'Open VLD refuse l'augmentation qui viendrait s'ajouter à la pression fiscale déjà forte sur le logement. Dans la même optique, le PTB+/PVDA+ refuse car cela reviendrait à taxer plus une population déjà paupérisée. Enfin, le sp.a estime que le logement à Bruxelles doit être rendu moins cher et non plus.

Parmi les alternatives proposées, le MR conseiller d'attirer des ménages disposant des revenus moyens ou supérieurs. Pro Bruxsel propose une prime au logement proche de son lieu de travail (en remplacement de la voiture de société), tandis que le sp.a a estimé à 250 millions d'euros par an une réforme interne des institutions et niveaux de pouvoirs bruxellois.

4. Gestion et gouvernance : compétences communales

Frontières internes et nombre de communes

La Région bruxelloise est souvent décriée pour ses multiples institutions et la co-existence de 19 communes à côté de la Région. En novembre dernier, Bruxsel Forum a fait une proposition de révision des frontières de certaines communes bruxelloises (22 communes). Notre enquête propose ainsi aux partis une série de pistes concernant l'avenir des frontières internes de la Région, à frontières externes inchangées.

Tableau 11 - Pistes d'avenir concernant les communes

Parti	Fusion avec Région	Regroup.	19 mais révision certaines frontières	Modification (Bxl-ville, XL,...)	Statu quo	autre
cdH			Oui			
CD&V						Redistribution compétences
ECOLO				Oui		Redistribution et concertation
Groen !						Redistribution subsidiarité
MR					Oui	
N-VA		Oui				
Open VLD			Oui			Redistribution
Pro Bruxsel		Oui		Oui		
PS			Oui			
PTB+/PVDA+						Conseils quartier si + grande centralisation
sp.a	Oui					Décentralisation vers quartiers

Un point qui ressort clairement est la volonté de réforme qui anime les partis bruxellois. Parmi les partis qui se prononcent sur la question des **frontières internes et du nombre des communes**, seul un parti (le MR) s'oppose à une réforme. En revanche, aucun scénario de réforme ne fait l'unanimité. En réalité, seuls deux scénarios se détachent très légèrement. Il s'agit de celui qui consisterait à revoir de manière « light » les frontières, notamment en permettant l'unification d'Ixelles et un certain redécoupage de Bruxelles-ville (formule Bruxsel Forum) ou, formule encore plus légère puisque n'impliquant aucune création de commune, la simple modification du tracé de certaines communes (peut-être pour élargir St-Josse en empiétant sur Bruxelles-Ville ou Schaerbeek, par exemple). A eux deux, ils recueillent le soutien de cinq partis : cdH, Open VLD et PS pour le maintien à 19 et ECOLO et Pro Bruxsel pour l'option Bruxsel Forum. Les partis écologistes, le CD&V ainsi que l'Open VLD estiment que la solution est à trouver dans une meilleure répartition des compétences entre la Région et les communes.

Répartition des compétences entre Région et communes

La question du partage des compétences est au cœur du débat institutionnel intra-bruxellois. C'est aussi un aspect qui est ressorti des conclusions des Etats généraux de Bruxelles puisque les associations de la plate-forme des Etats généraux ont clairement marqué une préférence pour une responsabilité accrue de la Région dans un ensemble de domaines.

Tableau 12 - Redistribution compétences communes- Région

	cdH	CD&V	ECOLO	Groen	MR	N-VA	open VLD	Pro Bruxsel	PS	PTB+ PVDA+	sp.a
Culture			X					X			
Infrastruct. culturelles	X						X	X			
Enseignement							COCOM	X		X	
Fiscalité des entreprises	X	X		X		X	X	X		X	X
Infrastruct. Sportives	X		X	X		X	X	X			X
Mobilité	X		X	X		X	X	X		X	X
Propreté publique		X	X			X		X			
Sécurité (police)		X	X			X	X				X
Tourisme				X			X	X		X	X
Sport							COCOM	X			
Aucune compétence	Urbanisme grands projets	Aménagement territoire, stationnement	Grands projets, espaces verts	Urbanisme (grandes villes)			Hôpitaux IRIS, fabriques d'église, égouttage, informatique	Centrale achats			Stationnement, aménagement territoire, économie, travail, city marketing

NB : Les X représentent les matières signalées par les partis comme devant être transférées à la Région

La régionalisation de la fiscalité des entreprises (8/11), des infrastructures sportives (6/11) et de la mobilité (8/11) sont trois options qui recueillent un vaste soutien des partis bruxellois. Il est à noter que les deux principaux partis de la Région présentent une approche très prudente: la position du PS qui est de régler ces dossiers au cas par cas et celle du MR vise à trouver un bon équilibre entre Région et communes.

Il est peut-être plus parlant d'identifier les partis qui ne souhaitent pas le transfert de ces compétences à la Région. Ainsi la mobilité ne doit pas être transférée selon le CD&V qui plaide pourtant pour une redistribution des compétences. Idem pour les infrastructures sportives où il est rejoint par la N-VA. Concernant la propreté publique, on assiste à un regroupement curieux puisque ECOLO et Pro Bruxsel suivent CD&V et N-VA dans la régionalisation, à l'inverse des sept autres partis. De même ECOLO suit les partis néerlandophones concernant un certain degré de régionalisation des compétences relatives à la sécurité.

Seuls ECOLO et Pro Bruxsel peuvent être favorable à une redistribution de la culture. En tous les cas, ECOLO se prononce pour l'organisation d'une structure de rencontre. Pro Bruxsel envisage également le transfert de l'enseignement, tout comme l'Open VLD et le PTB+/PVDA+.

Tableau 13 - Redistribution des compétences Région -communes

Parti	Transfert Région-communes	Compétences ?
cdH	Oui	Propreté publique
CD&V	Non	
ECOLO	Oui	Nettoyage voiries, classement petit patrimoine,...
Groen !	Oui	Logement
MR		
N-VA	Non	
Open VLD		
Pro Bruxsel	Oui et Non	
PS		
PTB+/PVDA+	Oui	Propreté publique
sp.a	Oui	Propreté publique

Groen ! et Pro Bruxsel mettent l'accent sur le principe de subsidiarité selon lequel une compétence doit être exercée par le niveau le plus approprié. Par ailleurs, probablement suivant ce principe, cdH, PTB+/PVDA+ et sp.a souhaitent le transfert de compétences liées à la propreté publique aux communes, mais encore faut-il savoir ce qui est entendu sous ce terme : s'agit-il du balayage des rues ou également de la gestion des parcs à conteneurs et des encombrants ?

Alors que le MR souhaite toujours trouver le bon équilibre et le PS étudier les situations au cas par cas, les anciens partenaires de cartel CD&V et N-VA s'opposent à tout transfert de compétences de la Région vers les communes, ce qui paraît cohérent avec leur souhait de rationalisation.

Par ailleurs, l'organisation non régionale de la police (tableau 14) est quasi unanimement décriée et considérée comme n'étant pas optimale. Cependant, si tous les partis s'accordent sur le constat, les opinions divergent concernant le remède. Ainsi, seuls les partis néerlandophones sont favorables à la fusion des six zones de police afin de permettre l'organisation régionale du corps de police. Bruxelles est en effet la seule capitale fédérale où la police n'est pas gérée sur cette base. Les partis francophones sont tous opposés à cette option, mais n'ont mentionné aucune alternative.

Tableau 14 - Organisation optimale de la police en six zones

Parti	Organisation optimale de la police	Fusion des zones de police
cdH		Non
CD&V	Non	Oui
ECOLO	Non	Intégration zones
Groen !	Non	
MR	Non	Non
N-VA	non	Oui
Open VLD		Oui
Pro Bruxsel	Non	Non
PS		Non
PTB+/PVDA+	Non	Non
sp.a	Non	Oui

5. Gestion et gouvernance : compétences ‘communautaires’

Partage des compétences entre Communautés et Région

Bruxelles est caractérisée par une grande complexité institutionnelle, notamment du fait de la multiplicité des instances communautaires sur son territoire. L'existence de diverses instances communautaires à côté de la Région et des communes soulève donc la question de la cohérence de l'action publique sur le territoire d'une ville-Région multiculturelle et multilingue telle que Bruxelles. Tout comme en 2007, nous avons donc adressé des questions à ce sujet aux partis, tout en approfondissant l'examen du partage des compétences, notamment en matière d'enseignement.

Compétences problématiques

Les partis libéraux, ainsi que les anciens partenaires de cartel CD&V et N-VA ne font pas le constat d'un manque de soutien aux activités multi-/interculturelles (tableau 15). Cependant, certains partis ont clairement un point de vue négatif sur la question. C'est le cas des deux partis bilingues ainsi que de Groen ! Tous trois déplorent la manière dont sont gérés la culture, l'enseignement obligatoire, mais aussi les matières bicommunautaires comme l'aide aux personnes ou la santé. Au contraire, l'Open VLD continue de plaider pour des transferts à la COCOM (ici la culture et le sport dans une certaine mesure).

Tableau 15 - Gestion des compétences communautaires

	cdH	CD&V	ECOLO	Groen	MR	N-VA	open VLD	Pro Bruxsel	PS	PTB+ PVDA+	sp.a
Constat : soutien insuffisant activités multilingues	Oui	Non	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui		Oui	Oui
Culture				X			COCOM	X		X	X
Enseignement fondamental				X				X		X	
Enseignement secondaire				X				X		X	
Enseignement supérieur et universitaire										X	
Emploi des langues	X			X				X		X	
Politique de santé				X				X		X	
Aide aux personnes				X				X		X	
Tourisme	X			X			X	X	X	X	X
Autres							Sport	Crèches, maisons de repos et soins		/	Politique d'intégration, patrimoine mobilier

NB : Les X représentent les domaines signalés comme « problématiques » par les partis

Par contre, le tourisme est largement pointé comme problématique. Open VLD, sp.a et Groen ! sont les seuls partis néerlandophones à exprimer clairement le principe de sa régionalisation (voir infra pour un point de vue spécifique à ce sujet). Par ailleurs, notons encore que même si six partis soulignent le soutien insuffisant aux activités multilingues, aucun n'avance de proposition de solution.

Le tourisme à Bruxelles

Tableau 16 - Opinion concernant la gestion du tourisme et les alternatives à la régionalisation (toutes matières confondues)

Parti	Constat : carences tourisme	Méthodes alternatives à régionalisation
cdH	Oui	
CD&V	Oui	
ECOLO	Oui	Financement juste, suppression COCOM
Groen !	Oui	
MR	Oui	Transférer compétences COCOM-RBC
N-VA	Non	
Open VLD	Oui	
Pro Brussel	Oui	
PS	Oui	
PTB+/PVDA+	Oui	Enseignement fédéral
sp.a	Oui	

Le **tourisme** est actuellement considéré comme une compétence culturelle qui appartient donc aux Communautés (et à la COCOF pour les francophones de Bruxelles). Alors que le tourisme est devenu aujourd'hui un enjeu économique, Bruxelles ne dispose pas de la maîtrise de ses politiques touristiques. Nous avons donc consacré une question spécifique à ce sujet (voir tableau 16). Tous les partis à l'exception de la N-VA estiment que la gestion actuelle du tourisme est problématique à Bruxelles.

La place de la Commission communautaire commune (COCOM)

Le tableau 16 présente également les alternatives que proposent les partis en vue d'améliorer la gestion des compétences communautaires et d'accroître la cohérence des politiques à Bruxelles. On ne peut que souligner qu'ECOLO et MR plaident pour la suppression de la **Commission communautaire commune** ou, en tous les cas, pour le transfert d'une partie de ses compétences vers la Région. C'est interpellant si l'on se souvient que l'Open VLD était favorable au transfert de compétences des communes vers la COCOM (voir tableau 12, ainsi que les commentaires à la première question). Visiblement, même si cela n'implique que trois partis, un fossé risque de se creuser entre deux principes : régionalisation pure et simplement (transfert des communes et

communautés vers la région) et pseudo-régionalisation (transfert vers la COCOM). Dans tous les cas, ce sont les mêmes députés qui disposeront du pouvoir législatif, mais formellement les compétences resteront – dans la seconde option – des matières bicommunautaires et non régionales.

Apprentissage des langues

Tableau 17 - Opinions concernant l'apprentissage des langues

Parti	Constat : Enseignement Bi/multilingue	Écoles européennes	Incitants financiers	Échanges enseignants	autre
cdH	Oui	X	X	X	
CD&V	Non				
ECOLO				X	Collaboration des 2 communautés
Groen !	Oui		X	X	
MR	+/-	X	X	X	
N-VA	Non				Multilinguisme à l'école
Open VLD			X	X	Renforcer multilinguisme
Pro Bruxsel	Oui				Dès maternelle, apprentissage obligatoire 2 ^{ème} langue nationale
PS					Financement spécifique apprentissage NL obligatoire
PTB+/PVDA+	Oui	X	X	X	Oui
sp.a	Oui		X	X	

NB : Les X représentent les mesures préconisées par les partis pour améliorer la formation en langue à Bruxelles

CD&V et N-VA, ainsi que dans une certaine mesure le MR, ne partagent pas l'analyse selon laquelle le développement d'un **enseignement bi-/multilingue** permettrait notamment de diminuer le nombre de chômeurs dans la Région. Cinq partis partagent néanmoins explicitement ce point de vue : cdH, Groen !, Pro Bruxsel, PTB+/PVDA+ et sp.a. Concernant les moyens de remédier à ce problème et à produire plus de bilingues, sept partis s'accorderaient à promouvoir l'échange entre enseignants des deux Communautés : cdH, ECOLO, Groen !, MR, Open VLD, PTB+/PVDA+ et sp.a. Les autres propositions accueillent moins d'opinions favorables.

Lois linguistiques

Enfin, concernant les enjeux communautaires, nous avons interrogé les partis sur une éventuelle révision des **lois linguistiques**. Cette question fait suite, notamment, aux problèmes posés au niveau du cadre linguistique des pompiers, cadre qui a été cassé par le Conseil d'Etat en novembre 2008.

Tableau 18 - Position relative à la révision des lois linguistiques

Parti	Révision lois linguistiques
cdH	Oui
CD&V	Oui
ECOLO	Oui
Groen !	Non
MR	Oui
N-VA	Non
Open VLD	
Pro Bruxsel	Non
PS	
PTB+/PVDA+	Oui
sp.a	Oui

De manière un peu curieuse, le tableau 18 met en évidence l'opposition – attendue – de la N-VA, mais aussi de Groen ! et de Pro Bruxsel, pourtant deux partis modérés sur le plan communautaire. Ces trois partis sont opposés à la révision des lois linguistiques.

A l'inverse d'autres questions, les réponses fournies sont particulièrement détaillées. Le CD&V accepte le principe de la révision mais souhaite qu'elle soit coulée dans une loi fédérale. Groen ! veut rendre les Bruxellois multilingues afin que le problème ne se pose plus dans ces termes. L'Open VLD propose de rendre les services publics plus multilingues. Trois partis francophones ou bilingue (MR, PS, PTB+/PVDA+) insistent sur le bilinguisme des services, principe préférable selon eux au bilinguisme des personnes, tandis que Pro Bruxsel adopte une attitude plus pragmatique en prônant une certaine souplesse tant que les écoles ne sont pas capables de former de bon bilingues.

6. Gestion et gouvernance : bonnes pratiques

Les conclusions des Etats généraux de Bruxelles ont mis en évidence le malaise d'une partie de la société civile par rapport aux conflits d'intérêt de divers parlementaires régionaux dès lors que des

questions d'intérêt pour les communes sont traitées. De plus, la question de l'évaluation des politiques publiques et de la transparence a été évoquée à diverses reprises dans ce contexte également. Nous avons donc décidé de consacrer le dernier chapitre de notre enquête à ces deux thématiques.

Cumul des mandats

Actuellement, un tiers des députés régionaux bruxellois exercent une fonction exécutive dans leur commune. Six partis souhaitent interdire le **cumul des mandats** de bourgmestre et échevin avec la fonction de député régional : les partis écologistes, les partis bilingues, la N-VA et le sp.a. Les autres partis (CD&V, PS et libéraux) sont favorables au maintien du cumul, arguant que cela permet un lien avec le local. Le cdH ne se prononce pas sur la question.

Tableau 19 - Cumul des mandats exécutif communal - député régional

Parti	Interdiction cumul
cdH	
CD&V	Non
ECOLO	Oui
Groen !	Oui
MR	Non
N-VA	Oui
Open VLD	Non
Pro Brussel	Oui
PS	Non
PTB+/PVDA+	Oui
sp.a	Oui

Evaluation des politiques

Enfin, le dernier volet relatif à la bonne gouvernance concerne l'évaluation des politiques publiques menées par la Région. Aucun parti n'affirme que les politiques publiques sont actuellement suffisamment évaluées à Bruxelles, mais très peu proposent une solution. Seuls les partis socialistes, Groen ! et Pro Brussel se rallient à l'idée d'élargir les attributions et le mode de fonctionnement de l'IBSA. D'autre part, les partis pouvaient également choisir l'option de la création d'un organe régional d'évaluation. L'idée est suivie uniquement par Groen ! et la N-VA. ECOLO propose que l'IBSA récolte les données, tandis que le traitement de l'information devrait être assuré par l'administration sous la direction d'un groupe interuniversitaire d'académiques. Pro Brussel veut rendre le pouvoir de

contrôle du gouvernement au parlement régional, tout en renforçant les pouvoirs de la cour des comptes. Enfin, le sp.a propose l'établissement d'un service législatif et technique.

Tableau 20 - Evaluation des politiques publiques en Région de Bruxelles-Capitale

Parti	Evaluation suffisante	Elargissement IBSA	Création organisme régional
cdH			
CD&V			
ECOLO	Non		
Groen !	Non	Oui	Oui
MR	Non		
N-VA	Non		Oui
Open VLD			
Pro Brussel	Non	Oui	
PS		Oui	
PTB+/PVDA+	Non		
sp.a	Non	Oui	

7. Conclusions

- ❖ Quelques questions relatives à **l'autonomie de Bruxelles** et à ses **frontières** étaient identiques en 2009 et en 2007. On observe peu (voire pas) de changement d'opinion en deux ans. Par contre, on relève l'apparition de deux partis organisés sur base régionale et proposant le même programme dans les deux langues (Pro Brussel et PTB+/PVDA+).
- ❖ Les réponses du CD&V semblent plus nuancées qu'auparavant. Par ailleurs, elles ne nient pas le statut de Bruxelles, et seule la N-VA veut revoir celui-ci dans une perspective plus communautaire (allant à contre-courant du mouvement régionaliste dans lequel Pro Brussel s'inscrit). Par ailleurs, force est de constater qu'un mouvement, si pas régionaliste au moins urbain, a vu le jour au sein des partis (voir les propositions du sp.a de créer un parti urbain ou de l'Open VLD qui défend la création d'une communauté urbaine).
- ❖ Concernant les **finances de Bruxelles**, l'ensemble des partis (à l'exception de la N-VA) reconnaissent le besoin d'une révision afin d'obtenir un financement plus juste. A l'exception du parti nationaliste flamand, personne ne remet en cause ce refinancement, même s'il est conditionné pour certains. Les pistes préférées pour réaliser un tel refinancement par les partis divergent cependant fortement.

- ❖ A propos des **listes bilingues**, aucun consensus ne se dégage non plus, même si une légère majorité (7 partis sur 11) tend en leur faveur. En revanche, la manière dont une protection pourrait être assurée pour la minorité néerlandophone à Bruxelles ne fait pas l'objet de consensus.
- ❖ Les accords de **coopération** semblent largement plébiscités pour coordonner un certain nombre de politiques entre Bruxelles et son hinterland. Si la forme semble faire quasi unanimité, les domaines n'ont pas encore été identifiés. Les partis s'accordent également à reconnaître l'importance d'énumérer, dans l'accord de gouvernement, les domaines pour lesquels des coopérations seraient souhaitables. Il s'agit là d'un enjeu majeur, puisque les partis partenaires de la prochaine coalition régionale devront se mettre d'accord d'emblée sur une série de matières pour lesquelles une coopération métropolitaine serait souhaitable.
- ❖ Divers partis s'accordent sur la nécessité d'une réorganisation des **frontières internes** de la Région. La révision (limitée) des frontières communales n'est d'ailleurs pas un tabou pour une majorité des partis.
- ❖ La **redistribution des compétences entre communes et Région** semble être une alternative à un redécoupage interne. C'est en tous les cas la piste des partis néerlandophones. Alors qu'il y a accord sur le principe d'une distribution revue des compétences, la liste des compétences régionaliser est loin d'être établie. Trois domaines se démarquent cependant: la fiscalité locale des entreprises, les infrastructures sportives et la mobilité, pour lesquelles un vaste soutien en vue d'une régionalisation peut être trouvé. En revanche, peu de soutien peut être trouvé en faveur d'un transfert de compétences de la Région vers les communes.
- ❖ En ce qui concerne l'organisation des **institutions communautaires** à Bruxelles, on observe un décalage entre l'Open VLD qui réclame des compétences pour la Commission communautaire commune et certains partis francophones qui se prononcent en faveur de la suppression de cette institution. Manifesto s'est déjà déclaré favorable au transfert de ses compétences vers la Région.
- ❖ Si les partis s'accordent en général sur la nécessité de renforcer **l'enseignement des langues** à Bruxelles, la méthode pour y parvenir ne fait pas l'objet d'un consensus. On observe néanmoins un soutien marqué à l'échange d'enseignants entre réseaux francophones et néerlandophones. En ce qui concerne la gestion de la culture ou la révision des lois linguistiques, il n'existe pas de consensus entre partis.
- ❖ Concernant la **bonne gestion de la Région**, on note un sursaut relatif à l'évaluation des politiques publiques, même si peu de partis formulent des propositions et se contentent d'affirmer l'importance de cette évaluation. Aucune solution ne se dégage. On notera que

l'interdiction du cumul des mandats est soutenue par six partis politiques, à l'exception notoire du PS et du MR.

Table des matières

Introduction.....	1
1. Bruxelles, Région à part entière	3
Autonomie.....	3
Listes ou partis bilingues	4
Agglomération et gouverneur	6
2. La frontière régionale de Bruxelles	7
Frontières régionale et linguistique	7
Coopérations entre Bruxelles et son hinterland	8
3. Le financement de la Région de Bruxelles-Capitale	10
Besoin de financement.....	10
Promotion du rôle de capitale nationale de Bruxelles.....	12
Recettes fiscales régionales – impôts immobiliers.....	13
4. Gestion et gouvernance : compétences communales	15
Frontières internes et nombre de communes	15
Répartition des compétences entre Région et communes.....	16
5. Gestion et gouvernance : compétences ‘communautaires’	19
Partage des compétences entre Communautés et Région.....	19
Compétences problématiques	19
Le tourisme à Bruxelles	21
La place de la Commission communautaire commune (COCOM)	21
Apprentissage des langues	22
Lois linguistiques	23
6. Gestion et gouvernance : bonnes pratiques	23
Cumul des mandats.....	24
Evaluation des politiques	24
7. Conclusions.....	25

